REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

*Du 30 janvier au 06 février 2023*

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.*

# 1. COI et ses projets

**1.1 Projet Ecofish : pêche illégale.....2**
- 60e patrouille du PRSP : Un dispositif régional de contrôle et de dissuasion efficace
- Après 23 jours de mer, l'"Osiris 2" n'a constaté aucune infraction grave

**1.2 Projet GPS : femme en politique.....5**
- Augmenter la participation des femmes en politique dans la COI
- Sylvanne Lemiel, Doyace Porice attend 'redynamisation de la plateforme des femmes en politique de l'Océan indien' seminar
- Les femmes s'engagent à redynamiser ……..

**1.3 Projet RECOS : environnement.....9**
- La COI aident ses états-membres à préserver leurs cotes

**1.4 Projet SANOI : sécurité alimentaire.....11**
- Un groupe de travail régional créé pour suivre la situation nutritionnelle des pays de l'océan Indien (ministère malgache)

# 2. Centres d'Intérêts

**2.1 Economie.....12**
- Carrefour des entrepreneurs : Le succès du modèle de développement mauricien au centre des discussions

**2.2 Société.....13**
- Insécurité alimentaire : Médecins Sans Frontières tire la sonnette d'alarme
- L'opération de collecte de données est en cours

**2.3 Environnement.....15**
- Protéger 30% des océans, un immense défi pour la planète
- World Wetlands Day 2023
- Biodiversité : Restauration pour sauver les espèces menacées à Torotorofotsy

**2.4 Pêche.....18**
- Les Seychelles et Maurice vont explorer une zone de gestion conjointe pour le concombre de mer

# 60e patrouille du PRSP : Un dispositif régional de contrôle et de dissuasion efficace

Les pays participants au Plan régional de surveillance des pêches (PRSP) ont célébré la fin de leur 60e patrouille conjointe à bord du navire Osiris II. Lors de cette 60e mission, le navire OSIRIS II a sillonné les mers des Comores, de la France/La Réunion, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de la Tanzanie du 7 au 30 janvier 2023, grâce à l'appui de la Région Réunion par le biais des fonds Feder/Interreg. Au cours de cette patrouille, 34 bateaux ont été contrôlés sans qu'aucune infraction majeure ne soit notée dans les espaces maritimes du Sud-ouest de l'océan Indien.

La région du Sud-ouest de l'océan Indien envoie un message fort de dissuasion aux potentiels pêcheurs illégaux grâce au PRSP. Ses efforts visant à protéger les ressources halieutiques sont de plus en plus efficaces puisque la région sait quand et où mener les contrôles. En outre, le ratio d'infractions graves a considérablement baissé depuis que le PRSP a été mis sur pied. Alors que 25 % des infractions relevées lors de la première mission étaient graves, toutes les infractions constatées lors de la 60e mission sont mineures.

« Cette réussite se traduit par le score des pays participants au PRSP dans l'index de la pêche INN. Depuis 2021, le score moyen des pays du PRSP est passé devant celui du score mondial. De même, 5 des 9 pays ont substantiellement progressé dans le classement mondial, en remontant entre 17 et 64 places. En outre, la région est devenue non seulement plus efficace dans la lutte contre la pêche illégale, non-réglementée et non-déclarée, mais aussi plus efficiente en ce qu'il s'agit des coûts associés à la surveillance. En effet, les systèmes mis en place pour échanger et analyser les données relatives à la pêche dans la région ont permis de mener des actions plus adaptées et mieux orientées », détaille Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), en évoquant les efforts de la région du Sud-ouest de l'océan Indien pour protéger ses ressources halieutiques.

Les représentants des Comores, de la France/La Réunion, du Kenya, de Madagascar, de Maurice, du Mozambique, des Seychelles ainsi que de la

Tanzanie ont participé à la cérémonie qui marquait la fin de la 60 e patrouille régionale de surveillance des pêches ainsi que les quinze années de coopération de ces pays dans la lutte contre la pêche illégale. Au-delà de la mutualisation des ressources, le PRSP facilite le partage d'informations relatives aux mouvements des navires, aux licences, aux rapports d'inspection, etc. Le PRSP appuie également les efforts nationaux dans la lutte contre la pêche INN.

La mise en place du PRSP est la concrétisation des orientations adoptées par les chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet de la COI en 2005, qui soulignent l'urgence de coopérer pour combattre la pêche illégale dans la région. Suivant cet appel, la COI a organisé une conférence des ministres en charge de la pêche en 2007, ce qui a abouti à l'établissement du PRSP la même année, avec l'appui financier de l'Union européenne. Depuis 2020, le PRSP est mis en œuvre dans le cadre du programme Ecofish financé par l'Union européenne. Les missions régionales de surveillance des pêches bénéficient également du concours financier de la Région Réunion à travers le programme Interreg océan Indien.

## Après 23 jours de mer, l'"Osiris 2" n'a constaté aucune infraction grave




PÊCHE ILLÉGALE. 23 jours de mer, 5 000 miles parcourus et aucune infraction grave constatée. Le navire Osiris 2 a mis un terme à sa 5e mission de surveillance de la pêche illégale. Cette patrouille régionale est organisée dans le cadre du Plan régional de surveillance des pêches de la Commission de l'océan Indien. Elle a visité plusieurs Zones économiques exclusives (ZEE) de Maurice, de Madagascar des Seychelles et de La Réunion. L'objectif est de contrôler la pêche illégale. "C'est un enjeu de premier plan, rappelle Wilfrid Bertile, conseiller régional. Nous sommes des îles isolées avec des ZEE qui représentent deux fois la surface de la mer Méditerranée. Elles attirent les convoitises de nombreux navires de pêche, souvent en provenance d'Asie du sud-est." La pêche illégale représenterait 1 milliard de perte par an.

Le Plan régional de surveillance des pêches, également appelé PRSP, a été mis au point par la COI en 2005. 60 missions de surveillance ont, depuis, été réalisées. Lors des premières campagnes, 25 % d'infractions graves étaient constatées. Ce chiffre est désormais nul. "Nous sommes plus efficaces dans la lutte contre la pêche illégale", constate Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI.

Ce qui ne veut pas dire que cette pêche n'existe pas. "Certains capitaines de bateau se cachent derrière la barrière de la langue en disant qu'ils ne savent pas parler anglais. Ce qui leur évite un contrôle", précise Benoît Terlay, capitaine de l'Osiris 2 pendant la dernière mission. "Certains bateaux mesurent à peine 12 mètres de long. Nous ne pouvons les détecter qu'à de très courte distance, environ 4 miles", poursuit-il. 11 membres d'équipage étaient sur l'Osiris 2, ainsi que 7 inspecteurs et 2 observateur...

**Lire aussi :**

- https://www.nation.sc/articles/16693/lutte-contre-la-pche-illgale-

SÉMINAIRE DES FEMMES EN POLITIQUE DE LA COI

# Les femmes s'engagent à redynamiser leurs plateformes respectives

*Après deux jours d'atelier, les plateformes des femmes en politique de l'Océan indien ont renouvelé leurs engagements à redynamiser leurs missions de promotion des femmes dans les plus hautes instances décisionnelles. Elles ont présenté cinq objectifs qui s'inscrivent sur la politique du respect des droits de l'homme et l'égalité de genre entre les hommes et les femmes.*

Par **Chamsoudine Saïd Mhadji**



La présidente de la Plateforme comorienne des Femmes en politique, Moinaecha Mdroudjae, a procédé à la lecture de la déclaration finale de deux jours des travaux d'atelier au cours d'un point de presse organisé hier en marge du séminaire des femmes en politique de l'océan indien,.

Entourée de ses collègues femmes en politique des différents pays de la région et de l'officier permanent de liaison (Opl) des Comores à la Coi, Imam Abdillah, elle a rappelé en premier que leurs plateformes *«réaffirment l'importance de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, du pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, qui reconnaissent l'obligation d'assurer l'égalité des droits de l'homme et de la femme dans l'exercice de tous les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques»*.

Les plateformes des femmes de la Coi *«réitèrent l'importance de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979, qui rappelle que la discrimination à l'encontre des femmes viole les principes de l'égalité des droits et du respect de la dignité humaine, qu'elle entrave la participation des femmes, dans les mêmes conditions que l'homme, à la vie politique, sociale, économique et culturelle de leur pays, qu'elle fait obstacle à l'accroissement du bien-être de la société et de la famille et qu'elle empêche les femmes de servir leur pays et l'humanité dans la mesure de leurs possibilités»*. Moinaecha Mdroudjaé a, par ailleurs, annoncé les objectifs des différentes branches nationales des plateformes des femmes en politique de la Coi en cinq points.

**Cinq objectifs des plateformes**

Pour la présidente, les plateformes nationales servent de tremplin pour *«créer un environnement propice à la participation de la femme dans la vie politique de leur pays, inciter les partis politiques à faciliter l'accès de leurs militantes aux postes de décision de leurs partis politiques et de favoriser les candidatures des femmes aux élections politiques, promouvoir la participation des femmes dans les organisations politiques, s'engager à promouvoir les droits des femmes en politique et renforcer les capacités des membres tant institutionnels qu'individuels afin de jouer un rôle décisif dans la vie politique»*.

Pour finir, la conférencière a annoncé que leurs organisations nationales renouvellent leurs engagements à soutenir les actions de *«redynamisation de la plateforme régionale des femmes en politique de l'océan indien, l'élaboration d'une stratégie de fonctionnement d'un plan d'action»*■

**BREVE**

**Une jeune femme décédée** presque sur le coup, et un homme d'un certain âge grièvement blessé au flanc et à la jambe, tel est le bilan de l'écroulement d'une partie du toit en béton d'une maison, le vendredi soir dans le quartier de Mjihari, à Mutsamudu. L'étudiante de 22 ans a été inhumée la nuit à Bimbini, le village de sa mère. Le blessé est depuis hospitalisé au Chr de Hombo. Les témoins de la scène racontent que l'auvent (qui aurait été, selon certains dires, construit avec de la ferraille pas assez robuste) s'est détaché au moment où la jeune femme passait, tandis que l'homme était assis au dessous.

Seychelles NATION

## Sylvanne Lemiel, Doyace Porice attend 'redynamisation de la plateforme des femmes en politique de l'Océan indien' seminar



Various representatives of organisations promoting women's participation in public and political life in the Indian Ocean gathered in Moroni, Comoros to take part in a seminar and in attendance were honourables Sylvanne Lemiel and Doyace Porice.

The two-day seminar (January 24 and 25) was initiated by the Indian Ocean Commission (IOC) and formed part of the vision held by the Union of the Comoros to "place women and youth at the heart of its political and social governance".

The opening speech was given by Imam Abdillah, director general of international cooperation and chairman of the committee of permanent liaison officer to the IOC.
He stated that this major regional event was one that the Union of Comoros was proud to organise and that it was a great opportunity for all the women of the region to contribute their experiences and make clear their expectations for the future.

Hon. Lemiel commented that while it was refreshing to see active platforms in Madagascar and the Union of Comoros, there needs to be a revitalisation of the platforms in Seychelles, Mauritius and La Reunion in order to fully promote and strengthen the possibilities for women-led leadership.
During the seminar, Hon. Lemiel spoke about the need to "empower our women and our young girls", the importance of education, and emphasised the need to encourage political participation and engagement.

A large focus of the seminar was on the creation and sustainability of an environment that promotes better and active participation of women in political organisations and in regional cooperation. The IOC recalled the commitments made in the past to achieve gender equality and the

commitment to promoting women's rights in politics and their rights as institutional members capable of playing a decisive role in political life.
Hon. Porice noted that she appreciated the seminar as it gave her a better understanding of what changes need to be made in Seychelles today.
Sharing similar views with Hon. Lemiel, she commented that she is ready to mobilise young girls and women to join the active political organisations within Seychelles.
The accompanying photos show some highlights of the Seychelles delegation's participation in the seminar.

**Lire aussi :**

- Séminaire des femmes en politique de la Coi I Les femmes s'engagent à redynamiser leurs plateformes respectives - (alwatwan.net)
- https://www.nation.sc/articles/16712/diplomatie-fministe-
- https://www.clicanoo.re/article/societe/2023/02/02/ocean-indien-accroitre-la-place-des-femmes-dans-les-prises-de-decision-politiques
- https://www.zinfos974.com/Diplomatie-feministe-Engagement-pour-accroitre-la-place-des-femmes-dans-la-prise-de-decision_a192103.html

# Augmenter la participation des femmes en politique dans la COI



## Plateforme « femmes en politique océan Indien »

Dans le cadre de son projet Gouvernance, paix et stabilité financé par l'Agence française de développement, la Commission de l'océan Indien a organisé un atelier portant sur la redynamisation de la plateforme « femmes en politique océan Indien » les 24 et 25 janvier 2023 à Moroni, Union des Comores.

« Nous souhaitons inspirer, sensibiliser et convaincre les femmes d'intégrer les instances de décisions ». Telle est l'affirmation unanime des membres de la Plateforme des femmes en politique de l'océan Indien. Au terme d'un atelier de deux jours aux Comores, les représentantes d'organismes féminins ont adopté la Déclaration d'Hamramba portant sur la redynamisation de la plateforme « femmes en politique océan Indien » (FPOI). Cette rencontre, organisée par le projet Gouvernance, paix et stabilité de la Commission de l'océan Indien sur financement de l'Agence française de développement, a réuni des organisations de la société civile, parlementaires et institutions gouvernementales engagées dans la participation des femmes dans la sphère politique. L'objectif est d'améliorer la place des femmes dans le débat public et la prise de décision et ainsi approfondir la culture démocratique dans notre région.

Convaincues du rôle fondamental que peuvent jouer les femmes dans la vie publique et politique, les participantes ont salué les progrès effectués depuis la création de la PFPOI en 2011, et ont mesuré les défis auxquels elles font face pour augmenter la participation et l'inclusion des femmes en politique.

Ce séminaire a permis de : faire un état des lieux de la condition des femmes et de leur implication dans la vie publique et politique dans chaque pays ; échanger sur les acquis et expériences de chaque association nationale ; formuler des recommandations et définir les priorités de la plateforme en vue de sa pérennité.

# Blue



© Photo Alexandre Karghoo

Lors de leur visite de la plage publique de Flic-en-Flac, une des plus grandes et populaires dans l'ouest de l'île, une partie du premier comité de pilotage a pu constater la forte érosion.

## LA COI AIDE SES ÉTATS-MEMBRES À PRÉSERVER LEURS CÔTES

Propos recueillis par Alexandre Karghoo

La commission de l'océan Indien (COI) pose actuellement les bases du programme RECOS qui aide les états-membres à faire face à l'érosion des côtes. Une première réunion du comité de pilotage s'est tenue fin novembre dernier à Flic-en-Flac (Maurice). Adèle de Toma, experte en gestion intégrée des zones côtières sur le projet, donne des précisions sur ce programme mis en œuvre jusqu'en 2026.

**Le Journal des Archipels** : Qu'est-ce que RECOS ? Quelle en est la genèse ?
**Adèle de Toma** : Les écosystèmes côtiers des pays du Sud-Ouest de l'océan Indien sont tout aussi remarquables que vulnérables. Dans la plupart des pays membres de la COI, les populations dépendent de ces écosystèmes et subissent de plein fouet les effets de plus en plus intenses du changement climatique. D'où l'importance de restaurer et de préserver les milieux côtiers pour rendre ces populations plus résilientes. C'est pour répondre à cet objectif que le projet RECOS (Résilience des écosystèmes côtiers du sud-ouest de l'océan Indien) a été développé. Il sera mis en œuvre jusqu'en 2026 sur financement de l'Agence française de développement (AFD) et du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM). RECOS a pour objectif de renforcer la résilience des populations littorales face aux effets du changement climatique en restaurant les services rendus par les écosystèmes côtiers. Le projet interviendra sur le renforcement de la gouvernance intégrée des zones côtières, la production de connaissance et la sensibilisation, le financement d'actions de terrain démonstratives, la gestion et l'exploitation durables des écosystèmes marins côtiers. RECOS s'appuiera sur des groupes de travail scientifiques qui permettront de renforcer la coopération scientifique régionale et de partager les expériences sur les thématiques de gestion des zones côtières.

**JDA** : Quel était l'objectif de cette rencontre et qu'est-ce qui en ressort ?
**ADT** : C'était la première réunion du Comité de pilotage du projet RECOS qui est l'organe de gouvernance qui réunit les représentants des États-membres et des partenaires. Cette première rencontre s'est tenue pendant trois jours et a permis d'informer les membres du comité des activités qui seront menées au cours de l'année 2023.
Le dernier jour, nous avons effectué une visite de terrain pour voir concrètement un exemple de gestion du littoral face au problème d'érosion côtière. Cette visite a permis notamment de faire une démonstration du projet pilote "Casuarina" du ministère mauricien



Christophe Legrand est le coordonnateur régional du projet RECOS pour la Commission de l'océan Indien.



Adèle de Toma, experte en gestion intégrée des zones côtières sur le projet RECOS (deuxième à partir de la gauche) a fait partie de la première réunion du comité de pilotage du programme RECOS tenue du 23 au 25 novembre à Flic en Flac.

© Photo COI



Erosion à Morondava, sur la côte ouest.

© Photo J.Rombi

de l'Environnement qui consiste à retirer les filaos du haut de plage pour revégétaliser avec des espèces endémiques, cela afin de mieux fixer les sédiments. Les 200 mètres de la plage de Flic en Flac revégétalisés montrent des résultats prometteurs.

## Tous les États de la COI sont affectés par l'érosion côtière.

**JDA** : Quelles sont les prochaines étapes de la mise en place de RECOS ?

**ADT** : Le projet RECOS, dans le cadre de son volet scientifique, proposera des rencontres régionales pour, d'une part, travailler sur la gestion du littoral et, d'autre part, pour renforcer la coopération scientifique sur ce sujet. Nous formons aussi des groupes thématiques portant sur l'efficacité de gestion des aires marines protégées (AMP), la gestion et la restauration des mangroves et des herbiers marins, la mesure d'impacts des programmes environnementaux en zone côtière, les mécanismes de gouvernance des zones côtières et leurs impacts socio-économiques.

Enfin, RECOS va appuyer des projets pilotes portant sur plusieurs thématiques de gestion et restauration des zones côtières. Un projet en particulier propose la restauration d'un site très affecté par l'érosion côtière, à Morondava à Madagascar. Ce projet permettra de mettre en application des techniques de surveillance et de suivi du trait de côte ainsi que des solutions d'aménagement pour limiter l'érosion.



© Photo Dr Nirmal Shah

## Plus de doutes sur l'impact du changement climatique !

Le Dr Nirmal Shah, directeur de Nature Seychelles commente cette photo publiée sur son profil LinkedIn en décembre 2022. Le texte qui accompagne la photo est traduit ainsi : "Je suis sur la réserve spéciale de l'île Cousin en pleine saison de nidification des tortues imbriquées. L'érosion extrême causée par de fortes vagues a dévoré des morceaux de l'île où les infrastructures ont dû être abandonnées et les habitats critiques détruits. Comme on le voit ici la plage, où pendant des décennies les tortues de mer ont niché, a disparu et les tortues arrivent près des maisons du gardien (autrefois à 25 mètres de la ligne des hautes eaux) à la recherche d'opportunités de nidification. J'ai vu cette tortue en particulier retourner à la mer sans pondre. Si vous aviez des doutes de l'impact du changement climatique sur la biodiversité et sur la conservation, venez ici."

## Un groupe de travail régional créé pour suivre la situation nutritionnelle des pays de l'océan Indien (ministère malgache)

Par : Norbert |

Un groupe de travail régional pour la mise en place du réseau de système d'informations sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle à Madagascar, aux Comores, à Maurice et aux Seychelles a été créé mardi, a-t-on appris jeudi auprès du ministère malgache de l'Agriculture et de l'Elevage.

Ce groupe de travail, qui rentre dans le projet Sécurité alimentaire et nutritionnelle en océan Indien (SANOI), un partenariat de la Commission de l'océan Indien et de l'Union européenne, vise à améliorer la prise de décision et la planification stratégique aux niveaux national et régional en se référant à des données des pays probantes. Le dispositif permet le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans ces îles afin d'éliminer la faim, d'améliorer la nutrition et de promouvoir l'agriculture durable, selon le ministère.

Des actions de réponse seront menées en réaction aux informations recueillies par le système d'informations, a-t-il indiqué.

Une série de programmes sera mise en œuvre aux niveaux régional et national avec l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cela concernera l'amélioration de la pratique de nutrition, l'amélioration de la production agricole et la réduction des maladies en rapport avec la mauvaise alimentation, a expliqué Christophe Denagre, coordinateur du projet régional sur l'information de la FAO.

Des programmes de recherche sur les semences et le changement des comportements alimentaires seront prévus, a-t-il cité en exemple.

Le sud de Madagascar a été identifié pour le démarrage du projet en raison de l'ampleur de la famine dans cette partie du territoire, a ajouté le ministère.

*Suivez China.org.cn sur **Twitter** et **Facebook** pour rejoindre la conversation.*

# Carrefour des entrepreneurs : Le succès du modèle de développement mauricien au centre des discussions



L'île Maurice était désavantagée par rapport à Madagascar, mais elle a réussi à atteindre un PIB (Produit intérieur brut) par habitant de 10 000 USD. Jusqu'à aujourd'hui, le PIB de la Grande île est pourtant resté à 500 USD par habitant.
Selon les chefs d'entreprises, le modèle économique de Maurice pourrait être un exemple à suivre pour l'Indianocéanie. « L'économie mauricienne : modèle de développement pour l'Indianocéanie ? » Tel était le thème du dîner-débat organisé par le Carrefour des Entrepreneurs de l'Océan Indien, qui a réuni plus de 130 cadres et chefs d'entreprises, dans la soirée du mercredi 1er février dernier. C'était un dîner-débat organisé par le Carrefour des entrepreneurs de l'océan Indien, un club d'affaires pour l'Océan Indien, qui rassemble plus d'un millier de cadres et chefs d'entreprises des pays de la région, notamment ceux de Madagascar, de Mayotte, de la Réunion, des Comores, des Seychelles et de Maurice.
Savoir-faire
Face à la question de l'économie mauricienne qui pourrait être considérée comme un modèle de développement économique pour l'Indianocéanie et particulièrement pour Madagascar, Jean Claude de l'Estrac, connu en tant qu'ancien Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI) a apporté quelques éclaircissements. D'après ses dires, l'île Maurice a réussi à développer son économie par la diversification de ses activités productives, en s'ouvrant au monde extérieur et en acceptant les compétences extérieures. À noter que Jean Claude de l'Estrac a ainsi reçu la plus haute distinction française. L'ambassadeur de France, Jean François Dobelle, au nom de la France, l'a élevé au rang d'officier, pour ses « multiples vies » : journaliste, homme politique, historien à qui l'on doit la trilogie.
Suite à son intervention sur le modèle de développement économique durant le dîner-débat, les participants à cette rencontre se sont accordés à dire qu'il faudrait miser sur une évolution constitutionnelle dans les comportements et dans le choix de cibler la jeunesse comme premier partenaire de développement. En effet, les clés de la réussite du développement économique mauricien ont été décortiquées durant la rencontre. Les participants ont mis en exergue les complémentarités et la synergie entre les opérateurs de l'île Maurice de Madagascar. Dans cette lancée, ils ont évoqué l'importance de poursuivre le dialogue inter-îles, afin de favoriser l'essor économique des deux parties.

## Insécurité alimentaire : Médecins Sans Frontières tire la sonnette d'alarme



La destruction des récoltes après le passage des cyclones aggrave l'insécurité alimentaire

**L'ONG Médecins Sans Frontières alerte sur l'insécurité alimentaire aiguë qui frappe les régions Vatovavy , Fitovinany et Atsimo-Atsinanana. Peu d'organisations humanitaires travaillent dans le Sud-Est et elle envisage d'intensifier ses efforts dans la prise en charge nutritionnelle.**

Plus d'un quart de la population des régions Vatovavy, Fitovinany et Atsimo-Atsinanana connaissent actuellement une insécurité alimentaire aiguë. Tel est le résultat du cadre intégré de classification alimentaire de janvier 2023 rapporté par l'organisation humanitaire médicale internationale, Médecins Sans Frontières (MSF). Lors du dépistage nutritionnel effectué au mois de novembre 2022 , MSF a constaté que près d'un enfant sur cinq souffrait de malnutrition modérée ou sévère en ce début de période de soudure. Un moment où le stock de la saison précédente est épuisé et les récoltes n'ont pas encore eu lieu. **Suite de l'article**

# L'opération de collecte de données est en cours

06/02/2023 Maoulida Mbae



**Les Comores sont le premier pays de l'indianocéanie à entreprendre des activités du projet d'amélioration du système de contrôle alimentaire, d'après un communiqué de la FAO. A l'heure actuelle, une collecte de données dans le cadre de ce projet est en cours. Elle vise à évaluer ce système de contrôle à travers l'outil FAO/OMS introduit aux Comores par la FAO.**

La collecte en cours de données dans le cadre d'amélioration du système de contrôle alimentaire aux Comores est la suite d'une formation d'une semaine animée par une équipe d'experts de la FAO en novembre 2022 à Moroni. Une formation dispensée à des points focaux du ministère de l'agriculture, la pêche, l'environnement et du tourisme ainsi que d'autres parties prenantes. « Avec le soutien de l'équipe d'experts de la FAO, le groupe sélectionné de points focaux formés est actuellement en train de collecter des données et de documenter des preuves concernant la première et la deuxième des quatre dimensions couvertes par l'outil d'évaluation, en particulier les ressources, les cadres et l'infrastructure du système de contrôle alimentaire du pays ainsi que les contrôles de sécurité en place », rapporte un communiqué de la FAO selon lequel ces points focaux prévoient de poursuivre la collecte de données pour les quatre dimensions jusqu'en mars 2023.

A noter que l'opération de collecte des données est financée par l'Union Européenne à hauteur de 5 millions d'euros et vise au renforcement des capacités et de la gouvernance dans le contrôle alimentaire et phytosanitaire du pays. « Le projet, cosigné par le gouvernement de l'Union des Comores, s'inscrit dans le cadre de la Politique sanitaire et phytosanitaire (SPS) pour l'Afrique élaborée par l'Union africaine (UA) afin de stimuler le commerce entre les États membres de l'UA, et est mis en œuvre en étroite collaboration avec la Division de l'économie rurale et de l'agriculture de la Commission africaine (AUC DARBE) », peut-on lire dans ce communiqué.

**Suite de l'article**

## Protéger 30% des océans, un immense défi pour la planète



Comment passer de 8% d'aires marines protégées à 30% en moins de 10 ans? Cette question centrale est au cœur d'un forum mondial qui débute ce week-end au Canada pour sauver les écosystèmes marins confrontés à la surpêche, à la pollution et au changement climatique.

- Publicité -

Quelques semaines après l'accord historique signé lors de la COP15 de Montréal sur la biodiversité, quelque 3.000 officiels, scientifiques, membres d'ONG et de groupes autochtones se retrouvent à Vancouver dans l'ouest du Canada pour le 5e congrès des aires marines protégées (Impac) jusqu'au 9 février.

Un rendez-vous « crucial » selon les scientifiques car si les pays du monde entier se sont mis d'accord en décembre pour protéger 30% de la planète d'ici 2030, le cadre doit encore être précisé.

Et la marche est immense pour les océans, qui devront voir leurs zones protégées, c'est-à-dire celles où l'activité humaine est restreinte, voire interdite, plus que tripler.

Avec pour objectif de préserver les espèces animales (poissons, cétacés, coraux…) et la faune présentes dans ces milieux, en raison de leur fragilité et de la richesse de leur biodiversité.

Le sommet, qui se tient normalement tous les quatre ans, a lieu avec deux années de retard en raison de la pandémie. Il doit se conclure jeudi par des rencontres de ministres de différentes régions du monde.

« Nous devons repenser nos politiques, nos économies, nos priorités pour mieux refléter le rôle important que joue la nature dans notre santé, notre bien-être et notre durabilité économique », clame le Canada, qui accueille le sommet. **Suite de l'article**

## Lire aussi :

- https://inside.news/actualites/world-seagrass-day-la-conservation-des-herbes-marines-au-centre-des-discussions/

## World Wetlands Day 2023



The signing of the MoU between the MACCE, Constance Ephelia Resort Seychelles and L Foundation Seychelles

Wetlands restoration takes centre stage

By Vidya Gappy

Wetlands restoration was at the forefront of a half-day activity organised yesterday by the Ministry of Agriculture, Climate Change and Environment (MACCE) in collaboration with Constance Ephelia Resort Seychelles to commemorate World Wetlands Day.

Another major event of the day was the signing of a memorandum of understanding (MoU) for the Port Launay-Port Glaud Mangroves Management Plan between the MACCE, the Constance Ephelia Resort Seychelles, and the newly established NGO – the L Foundation Seychelles – which is a testimony of the government-private partnership in the management of wetlands ecosystems.

In the absence of Minister Flavien Joubert, the director general Justin Prosper delivered his message.

According to the minister, wetlands face enormous threats from the climate change effects and human pressures, which have seen the disappearance of 35% of wetlands globally over the last 40 years and this is a great concern for humanity as millions depend on these ecosystems for their livelihoods. Seychelles has not been spared from these natural and man-made calamities.

"Numerous efforts are ongoing today throughout the world for the protection, conservation, and management of wetlands, through restoration activities and Seychelles has been doing its part for many years now. This year's theme declared by Ramsar is 'It's time for Wetlands Restoration', which goes well with all the national wide efforts for the restoration of degraded wetlands in the country and the government salutes the commitment of the private sector and **Suite de l'article**

# Biodiversité : Restauration pour sauver les espèces menacées à Torotorofotsy

Bien que Madagascar dispose encore de grandes richesses en biodiversité, celles-ci sont de plus en plus menacées, à cause de la multiplicité des pressions, même au niveau des aires protégées. A Torotorofotsy, commune Andasibe, dans la région Alaotra Mangoro, une campagne de reboisement est lancée. C'était à l'occasion de la Journée mondiale des zones humides, le 2 février dernier. Une célébration organisée sous le thème « Fanarenana ny faritra mando : lera !! », qui met en exergue la nécessité de restaurer les richesses des zones humides. Selon CI (Conservation International), organisateur de l'événement, cette zone a été choisie car Torotorofotsy figure dans la liste des sites Ramsar et donc reconnue comme zone humide d'importance internationale. Pour les défenseurs de la biodiversité, les zones humides subissent des pressions importantes, alors qu'elles jouent des rôles importants, si l'on ne cite que l'amélioration de la qualité de vie des communautés locales, ainsi que de l'économie.

## Espèces endémiques

Durant la journée de célébration, plusieurs activités ont été programmées par les organisateurs. Une séance de reboisement, un carnaval, des expositions, ainsi que d'autres événements festifs étaient au programme. A noter que Torotorofotsy dispose d'une zone humide sur 9,993Ha gérée par Asity Madagascar. Parmi les espèces protégées sur cette zone figure le *Mantella aurantiaca*, une espèce de grenouille endémique à Madagascar et qui est menacée d'extinction.
La zone abrite également 100 espèces d'oiseaux, comme le râle de Waters (connu sous le nom scientifique Sarothura watersi), le crabier blanc (Ardeola idae) ou encore la granadia (Anas melleri). Bref, l'importance de la préservation de ces espèces à Torotorofotsy n'est plus à démontrer. D'ailleurs, ce n'est pas le seul site qui a une grande importance au niveau international. En tout, Madagascar dispose de 21 zones humides inscrites parmi les sites Ramsar. Le 1er février, les représentants des organisations chargées de gérer ces sites se sont réunis à Moramanga.

# Les Seychelles et Maurice vont explorer une zone de gestion conjointe pour le concombre de mer

Sedrick Nicette Edité par : Betymie Bonnelame



Les pêcheurs de concombres de mer des Seychelles sont invités à soumettre leurs propositions pour participer à la récolte exploratoire de l'espèce dans le cadre de la zone de gestion conjointe (JMA) gérée par les Seychelles et Maurice, a déclaré un haut responsable.

Le JMA est le mécanisme de juridiction conjointe entre les Seychelles et Maurice sur une zone du fond marin et de son sous-sol sous-jacent dans la région du **plateau des Mascareignes** . Il exclut l'eau et les organismes vivants au-dessus du plateau.

Chrissant Barbe, le point focal de la JMA des Seychelles au Département de l'économie bleue, a déclaré que "pour le moment, dans la JMA, nous ne savons pas combien de concombres de mer il y a dans cette zone, où ils se trouvent exactement et s'il y en a concombres dans cette région."

Il a ajouté que cette opportunité donnera donc aux cueilleurs la possibilité de sortir et de découvrir s'ils sont présents et bénéficieront également de sa récolte.

"Il s'agit d'une récolte exploratoire, c'est-à-dire qu'elle se fera aux risques et périls des pêcheurs, qui devront aller chercher eux-mêmes les concombres de mer, où ils reviendront peut-être les mains vides ou avec une fortune", a-t-il expliqué.

La demande de proposition est déjà ouverte et les personnes intéressées ont jusqu'au 21 février pour soumettre leurs documents à Barbe au siège du département à la Maison Collet dans la capitale, Victoria.

Les documents soumis doivent inclure des pièces d'identité, telles que des cartes d'identité, des documents commerciaux ou d'entreprise, une licence et un permis de pêche, ainsi que la proposition et la méthodologie des activités de pêche aux holothuries. **Suite de l'article**